



# — Asie du Sud-Est

Stratégie Régionale  
2020-2024

#MondeEnCommun





## Comment le Groupe AFD entend-il répondre à la Covid-19 en Asie du Sud-Est ?

La Covid-19 a entraîné une crise économique et sociale majeure, dont il est encore difficile aujourd'hui de saisir l'ampleur. De fait, la stratégie d'intervention du Groupe AFD ne prend pas spécifiquement en compte les impacts de la Covid-19 dans leur globalité. Cependant, la stratégie proposée par la Direction Régionale de l'AFD en Asie du Sud-Est demeure pertinente dans un contexte post-Covid, en apportant notamment des réponses aux aspects sanitaires et inégalitaires de cette crise.

Sa conception permettra à l'AFD d'adapter ses actions dans chacun des pays couverts et une revue à tiers ou mi-parcours sera l'occasion d'infléchir si nécessaire le cadre d'intervention à l'aune des transformations structurelles et de l'évolution des besoins et demandes des bénéficiaires induites par la crise liée à la Covid-19.

À date de juillet 2020, le Groupe AFD en Asie du Sud-Est, dans le cadre de l'initiative Santé en commun, a soutenu sept laboratoires en Asie du Sud-Est à travers une subvention de 2 M EUR (projet ECOMORE 2 au Laos, Birmanie, Vietnam, Philippines et Cambodge). Un prêt de politique publique visant à renforcer le secteur financier en Indonésie et une ligne de crédit à PTSMI sont aussi venus répondre aux demandes des partenaires face à la crise sanitaire et à ses conséquences économiques et sociales. Enfin, des ONG et associations françaises ont bénéficié de réallocations budgétaires pour répondre à la crise de la Covid-19.

La stratégie régionale de l'AFD en Asie du Sud-Est s'inscrit dans le cadre des priorités de la politique française de développement définies par le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) et de la vision française de l'Indopacifique, dans le contexte de mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD), de l'Accord de Paris et de la protection des biens communs mondiaux. Elle est la déclinaison des engagements et priorités du Plan d'Orientation Stratégique 2018-2022 du Groupe AFD pour l'Asie du Sud-Est. Cette stratégie apporte ainsi une vision cohérente à l'échelle régionale et représente un outil pour nos partenaires et les agences du Groupe agissant dans les pays de la région. Ces dernières sélectionneront les thématiques pertinentes et acteurs à mobiliser pour atteindre les objectifs fixés dans la stratégie régionale, sans que cette dernière ait vocation à couvrir strictement l'ensemble des stratégies pays de la région.

La stratégie régionale Asie du Sud-Est a été construite sur la base de nombreuses consultations, tant en interne, au sein de l'Équipe France, qu'avec les partenaires de l'AFD. Elle définit le cadre d'actions, les objectifs et indicateurs de résultat pour la période 2020-2024, en prenant en compte le cadre partenarial dans lequel s'inscrivent nécessairement les activités du Groupe AFD. Le caractère inédit de la crise associée à la pandémie de la Covid-19 ainsi que l'incertitude pesant sur son issue doivent conduire le Groupe AFD à faire preuve d'adaptation et de flexibilité pour répondre au mieux aux besoins exprimés par les États de la région, tout en préservant la dynamique d'alignement avec les ODD.

## La DR Asie du Sud-Est : capitaliser sur l'expérience et le dispositif du Groupe pour répondre aux enjeux de la région

Entre 2017 et 2019, l'AFD a conduit une réorganisation de son réseau autour de dix-sept Directions Régionales (DR) dans une double logique de déconcentration et de mutualisation des compétences pour mieux répondre aux besoins locaux. La création de la DR Asie du Sud-Est (DRSE<sup>1</sup>) en 2018 s'appuie sur une présence historique au Cambodge, Laos et Vietnam depuis 1993 et un élargissement progressif de son activité à la Thaïlande en 2006, l'Indonésie en 2007, les Philippines en 2009 et la Birmanie en 2012. Elle renforce la capacité du Groupe AFD à répondre aux défis de l'Asie du Sud-Est à l'échelle régionale, en s'appuyant sur les compétences de l'AFD, de Proparco, filiale dédiée au secteur privé, et d'Expertise France pour la coopération technique<sup>2</sup>. La DRSE accroît l'efficacité de la mise en œuvre des priorités du Groupe tout en amplifiant les activités de communication et de dialogue

avec les acteurs locaux, les entreprises, les bailleurs bilatéraux et multilatéraux et la société civile, notamment par ses actions de coordination, de synergie, de veille régionale et d'interaction avec les acteurs régionaux.

Pour assurer sa mission, le Groupe AFD s'appuie sur une agence résidente dans chacun des pays d'intervention, un « hub » technique basé au niveau de la direction régionale de Bangkok, le bureau régional de Proparco à Bangkok et le développement de l'action d'Expertise France, avec à ce jour un seul bureau projet à Hanoï. Le Groupe recourt aux instruments financiers appropriés et soutient ainsi les projets et actions d'une vaste gamme d'acteurs : gouvernements, entreprises publiques et privées, banques et fonds d'investissement, collectivités locales, OSC, ONG, universités, *think tanks*, etc.



<sup>1</sup> Le mandat de la Direction régionale Asie du Sud-Est couvre la Birmanie, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam. Proparco et Expertise France ne sont pas tenus par ce mandat, Proparco intervient en Malaisie (l'AFD y a aussi une autorisation de prospection) et couvre l'Asie du Nord (Chine et Mongolie) depuis sa représentation à Bangkok. une trajectoire de développement propre à chaque territoire, pays, région.

<sup>2</sup> À ce titre, le terme « Groupe AFD » a été retenu et utilisé dans ce document, dans une volonté de souligner une approche Groupe pour renforcer les synergies entre les trois entités AFD, Proparco et Expertise France.

# SOMMAIRE

<b>1. L'ASIE DU SUD-EST, UNE RÉGION HÉTÉROGÈNE MARQUÉE PAR DE FORTS ENJEUX COMMUNS</b>	<b>6</b>
1.1 Contexte	7
1.2 Enjeux	8
1.3 Positionnement du Groupe AFD en Asie du Sud-Est	9
<b>2. UNE STRATÉGIE RÉGIONALE ARTICULÉE AUTOUR DE TROIS PRIORITÉS</b>	<b>10</b>
2.1 Encourager les transitions vers des trajectoires bas carbone et la résilience des territoires	11
2.2 Soutenir la préservation et la gestion durable de l'environnement terrestre et marin	13
2.3 Atténuer les déséquilibres sociaux et réduire les inégalités	14
2.4 Pour une recherche systématique des nexus entre enjeux environnementaux, climatiques et sociaux	16
<b>3. RENFORCER LA MOBILISATION DES PARTENAIRES ET ACTEURS À L'ÉCHELLE RÉGIONALE</b>	<b>17</b>
3.1 Renforcer les synergies entre acteurs français	18
3.2 Proposer une offre intégrée afin de contribuer au rapprochement entre Europe, Union européenne et Asie du Sud-Est	19
3.3 Développer de nouveaux liens avec les bailleurs internationaux et les banques nationales de développement dans une approche régionale	20
3.4 Intensifier les relations avec des acteurs-clés de la région : société civile internationale et organisations régionales	21
<b>4. PERSPECTIVES FINANCIÈRES ET MODALITÉS D'INTERVENTION</b>	<b>22</b>
4.1 Perspectives financières	23
4.2 Modalités d'intervention	24
4.3 Indicateurs de résultats	24
<b>5. ANNEXE</b>	<b>25</b>
ANNEXE 1 : Bilan des activités de l'AFD en Asie du Sud-Est entre 2015 et 2019	26
ANNEXE 2 : Indicateurs économiques et sociaux	28
ANNEXE 3 : Données relatives au changement climatique	31
ANNEXE 4 : Cadre logique	33
<b>LISTE DES SIGLES</b>	<b>34</b>

The background features several overlapping, thin orange circular lines of varying radii, creating a dynamic, abstract pattern. The lines are centered around the text, with some passing behind and others in front of it.

**1.**

**L'ASIE DU SUD-EST, UNE RÉGION  
HÉTÉROGÈNE MARQUÉE PAR  
DE FORTS ENJEUX COMMUNS**

Composée de 11 pays<sup>3</sup> pour un total de près de 616 millions d'habitants<sup>4</sup>, l'Asie du Sud-Est présente des contrastes marqués tant linguistiques, religieux, politiques qu'économiques et géographiques. Les sept pays dans lesquels l'AFD intervient<sup>5</sup> se distinguent par leurs niveaux de développement très disparates, plusieurs PMA<sup>6</sup> (Cambodge, Laos et Birmanie) côtoyant des pays à revenus intermédiaires inférieurs (Indonésie, Philippines, Vietnam) et

supérieurs (Thaïlande). Le Laos, avec 7 millions d'habitants, est totalement enclavé, tandis que l'Indonésie et les Philippines, qui comptent chacun plus de 100 millions d'habitants (272 millions pour l'Indonésie), sont des territoires morcelés constitués de milliers d'îles. Des dynamiques communes émergent néanmoins, notamment au regard de la grande vulnérabilité de ces territoires au changement climatique.

## 1.1. CONTEXTE

Avec une croissance du PIB de plus de 5 % par an en moyenne depuis 2010, l'Asie du Sud-Est est un des principaux foyers de la croissance économique mondiale et est fortement insérée dans le commerce international avec des exportations de biens représentant 49 % du PIB de la région.<sup>7</sup> Outre l'agriculture et le secteur tertiaire, le développement des pays de la région repose sur l'économie bleue<sup>8</sup>, qui emploie plusieurs millions d'habitants dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture<sup>9</sup>. Le fleuve Mékong et ses affluents constituent une source essentielle de revenus pour le Laos, le Vietnam, le Cambodge et la Thaïlande, grâce à l'agriculture irriguée et à l'exploitation de ses ressources halieutiques et hydroélectriques. Pour autant, le Mékong demeure un sujet de tensions, cristallisées autour de logiques d'aménagement du fleuve très différenciées selon les pays.

Cependant, le dynamisme économique sud-est asiatique dépend en grande partie des financements et investissements chinois<sup>10</sup>. Cette relation avec la Chine engendre des divergences (comme le démontrent le positionnement des pays de l'ASEAN face au conflit en mer de Chine méridionale ou encore les débats autour de la gestion du fleuve Mékong, qui prend sa source en Chine<sup>11</sup>) mais aussi une

potentielle instabilité économique en exposant l'Asie du Sud-Est à des éléments exogènes tels que le conflit commercial entre les États-Unis et la Chine. La pandémie actuelle de la Covid-19 a contribué à densifier les liens entre la Chine et l'Asie du Sud-Est avec le recentrage des activités économiques de la Chine sur cette région.

Dans ce contexte, la France s'inscrit dans la région comme un acteur historique et très attaché à ses liens avec les pays d'Asie du Sud-Est. La France est d'ailleurs le premier pays européen à avoir signé le Traité d'amitié et de coopération de l'ASEAN (TAC) et entretient des relations étroites avec les pays de la région, souvent nourries par une histoire commune ancienne. Elle souhaite désormais renforcer son implication dans la région afin de contribuer à la promotion du multilatéralisme, du développement durable, de la paix et de la sécurité au travers, entre autres, de son statut de Partenaire de développement de l'ASEAN. Pour rappel, entre 2010 et 2014, la France a contribué à hauteur de plus de 1,5 Md EUR en aide publique au développement (bilatérale et multilatérale) à destination des pays d'Asie du Sud-Est, en s'appuyant notamment sur l'engagement de l'AFD qui intervient dans la région depuis 25 ans<sup>12</sup>.

<sup>3</sup> Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste et Vietnam.

<sup>4</sup> Données 2018 Banque Mondiale.

<sup>5</sup> Ci-après, le terme « Asie du Sud-Est » désignera la zone couverte par le mandat de l'AFD.

<sup>6</sup> Selon le classement du CAD-OCDE et des Nations Unies.

<sup>7</sup> Néanmoins certains pays restent fortement ruraux comme le Laos et la Birmanie, où environ 70 % de la population vit en zone rurale et dépend de l'agriculture.

<sup>8</sup> L'économie bleue est définie par l'AFD comme l'économie maritime qui prend en compte les trois dimensions du développement durable : économique, sociale et environnementale, couvrant les ressources marines, la connectivité, la résilience des communautés côtières, etc.

<sup>9</sup> Selon le WRI, en 2009, les revenus tirés de la pêche côtière s'élevaient à 2,4 Mds USD.

<sup>10</sup> En 2018, les IDE en provenance de la Chine vers l'ASEAN auraient atteint 10,2 milliards USD, soit 6,6 % des IDE totaux dans l'ASEAN, selon la déclaration du 22<sup>e</sup> sommet ASEAN-Chine tenu à Bangkok en novembre 2019.

<sup>11</sup> La Chine, acteur majeur de la gestion du fleuve, n'est pas membre de la *Mekong River Commission* (MRC). Elle n'est donc pas soumise aux engagements de son accord fondateur (encadrant entre autres la construction, l'exploitation des barrages). Le dialogue se tient entre la MRC et la Lancang Mekong Cooperation, lancée par la Chine avec 5 pays du Mékong.

<sup>12</sup> Un bilan des activités du Groupe AFD en Asie du Sud-Est entre 2015 et 2019 est proposé en annexe 1.

## 1.2. ENJEUX

### Une région en première ligne face au changement climatique et vulnérable aux catastrophes naturelles

La croissance sud-est asiatique se caractérise par son aspect fortement carboné (cf. annexes 2 et 3), le développement économique et l'urbanisation s'étant en effet traduits par une forte demande en énergie, massivement couverte par une production d'origine fossile représentant plus de 75 % du mix énergétique en 2018<sup>13</sup>. Certains des pays de la région comptent parmi les principaux émetteurs de gaz à effet de serre, avec en tête l'Indonésie (10<sup>e</sup> rang mondial), la Thaïlande (22<sup>e</sup> rang mondial) et le Vietnam (29<sup>e</sup> rang mondial). La pollution de l'air émerge comme une préoccupation croissante venant s'ajouter à l'enjeu global que constitue l'extrême vulnérabilité de la région au changement climatique (sécheresses, inondations, montée du niveau des eaux et évolutions hydrologiques des fleuves, en particulier du Mékong). Ces enjeux sont d'autant plus prégnants que l'Asie du Sud-Est se distingue par une forte densité humaine centrée sur des zones côtières très exposées aux conséquences du changement climatique, telles que l'érosion côtière, le recul du trait de côte et la submersion marine. Enfin, plusieurs pays sont régulièrement affectés par des catastrophes naturelles importantes : événements climatiques extrêmes (cyclones, sécheresses, inondations), séismes et tsunamis<sup>14</sup>.

### Un hotspot de biodiversité menacé et vulnérable

D'ici 2050<sup>15</sup>, environ la moitié de la biodiversité régionale pourrait disparaître. L'Asie du Sud-Est, un des principaux *hotspot*<sup>16</sup> de biodiversité, englobant plus de 20 % des espèces animales, marines et de plantes, est donc aujourd'hui en première ligne de la sixième extinction de masse<sup>17</sup>. Les richesses des deux pays méga-divers<sup>18</sup> que sont l'Indonésie et les Philippines sont menacées par le développement rapide des infrastructures, l'agriculture industrielle et la surexploitation des fleuves et forêts. La déforestation touche tous les pays de la région. Ainsi,

l'Indonésie a perdu plus de 500 000 hectares de forêts entre 2005 et 2010<sup>19</sup>, et le Cambodge est le pays dont le taux de déforestation a le plus augmenté au monde entre 2001 et 2014 (+14,4%)<sup>20</sup>. La biomasse du bassin du Mékong est particulièrement touchée par les nombreux projets de barrages, la surpêche et l'aquaculture intensive. La région fait face à la dégradation rapide de l'environnement marin du fait des pressions anthropiques (urbanisation, défrichage, gestion insuffisante des déchets et des pollutions aériennes) et des effets du changement climatique (cf. annexe 3). Or, la mer en général, les mangroves et récifs coralliens en particulier, assurent la survie des populations côtières, permettent la reproduction de nombreuses espèces et assurent l'épuration de l'eau et l'absorption de CO<sub>2</sub>, tout en constituant une protection contre les tsunamis et l'érosion. Le caractère pérenne de ces menaces a été souligné par l'IPBES<sup>21</sup>, impactant d'autant le potentiel économique de l'économie bleue et fluviale<sup>22</sup>. La lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité sont donc étroitement liés.

### Des inégalités encore prégnantes

La croissance sud-est asiatique, peu inclusive, contribue à perpétuer de fortes inégalités avec des coefficients de Gini<sup>23</sup> dépassant 0,4 aux Philippines, en Indonésie, en Thaïlande, au Vietnam et au Laos (cf. annexe 2). L'absence de mécanismes de redistribution efficaces contribue au renforcement des inégalités, qu'elles soient sociales (accès aux services publics et à l'éducation, opportunités d'emploi), spatiales (entre districts et provinces) ou intergénérationnelles avec le vieillissement rapide des populations. L'absence de prise en charge organisée du troisième âge augmente la précarité et l'exclusion de cette partie de la population. L'accès à l'éducation demeure variable, avec seulement 67 % des Cambodgiens et 77 % des Laotiens qui atteignent la dernière année du cycle secondaire<sup>24</sup>, et de fortes disparités persistent selon le genre et la zone d'habitation. Par ailleurs, les services de santé restent peu développés, avec en moyenne un lit et moins d'un médecin pour 1 000 habitants au Laos, Vietnam, Cambodge,

<sup>13</sup> Source AIE.

<sup>14</sup> Selon l'indice mondial des risques climatiques de Germanwatch, entre 1999 et 2018, la Birmanie est le 2<sup>e</sup> pays au monde le plus touché par les événements météorologiques extrêmes (après Porto Rico). Les Philippines se classent 4<sup>e</sup>, le Vietnam 6<sup>e</sup>, la Thaïlande 8<sup>e</sup>, le Cambodge 12<sup>e</sup>, le Laos 76<sup>e</sup> et l'Indonésie 77<sup>e</sup>.

<sup>15</sup> Source IPBES.

<sup>16</sup> Ce terme désigne une région terrestre ou marine présentant une grande richesse de biodiversité directement menacée par l'activité humaine.

<sup>17</sup> Selon le GIEC. Ce terme désigne la disparition accélérée, sur une courte période, d'un grand nombre d'espèces.

<sup>18</sup> Pays détenant une grande diversité d'espèces et une forte concentration de biodiversité.

<sup>19</sup> Source FAO, 2018.

<sup>20</sup> World Resource Institute.

<sup>21</sup> IPBES, « The regional assessment report on biodiversity and ecosystem services for Asia and the Pacific », 2018.

<sup>22</sup> Banque Mondiale, « The potential of the Blue Economy », 2018.

<sup>23</sup> L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique permettant de rendre compte du niveau d'inégalité pour une variable et sur une population donnée.

Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité extrême). Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.

Les inégalités ainsi mesurées peuvent porter sur des variables de revenus, de salaires, de niveau de vie, etc.

<sup>24</sup> Source : PNUD et Banque mondiale (Données 2017).

Birmanie et Thaïlande<sup>25</sup>. Les défis liés au domaine de la santé sont d'autant plus prégnants pour les populations migrantes<sup>26</sup>, majoritairement exclues des systèmes de

santé en raison de conditions socioéconomiques défavorables et des barrières financières, linguistiques, culturelles, voire administratives.

## 1.3. POSITIONNEMENT DU GROUPE AFD EN ASIE DU SUD-EST

Entre 2015 et 2019, l'activité du Groupe a connu une croissance régulière et importante qui s'est élevée à plus de 3 Md EUR d'autorisations d'engagements et 1,4 Md EUR de versements (cf. annexe 1). Proparco représente environ 8 % du total des engagements. Les co-bénéfices climat s'élèvent à 1 223 M EUR sur la période et les co-bénéfices genre à 468 M EUR (uniquement pour 2018 et 2019). L'année 2019 a été particulièrement importante pour le Groupe avec 869 M EUR octroyés. Enfin, le Groupe AFD en Asie du Sud-Est s'implique particulièrement, dans la limite de ses mandats, sur les sujets liés à la diplomatie économique.

Les principaux pays en termes de volume d'engagements sont l'Indonésie (38 %), le Cambodge (19 %), le Vietnam (16 %), les Philippines (14 %) puis la Birmanie (9 %), le Laos (1,5 %) et la Thaïlande. L'effort en subvention de l'État français (environ 75 M EUR) est concentré à 50 % dans deux pays, le Laos et le Cambodge. Le prêt souverain représente le principal outil financier, avec 73 % des volumes autorisés sur la période, suivi par les prêts non souverains à hauteur de 16 % et les subventions (7 %, dont presque deux tiers correspondent à des délégations de l'Union européenne).

La transition territoriale et écologique représente plus de 40 % des financements (1255 M EUR), avec une activité principalement dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement (462 M EUR, notamment au Cambodge, Vietnam et Birmanie) et dans les transports (411 M EUR en Indonésie, Birmanie et Philippines). Les appuis dans le secteur de l'agriculture et de la biodiversité sont concentrés au Cambodge, au Laos et en Birmanie. La transition énergétique et la transition politique et citoyenne sont deux autres grands axes d'intervention, de l'ordre de 600 M EUR chacun sur la période. La transition énergétique est surtout accompagnée au Vietnam et en Indonésie, tandis que la transition politique et citoyenne concerne presque exclusivement l'Indonésie et les Philippines, pour des appuis concernant les réformes fiscales ou l'inclusion financière.

Expertise France intervient dans la région sur l'ensemble de ses axes prioritaires et notamment la gouvernance démocratique, économique et financière, le développement durable, le climat et l'agriculture, ainsi que la santé et le développement humain, principalement sur des financements de l'UE. Expertise France gère, pour le compte du MEAE, douze ETI dans les secteurs de l'éducation, de la gouvernance, de la santé... ainsi qu'une assistante technique sur financement AFD dans le secteur urbain.

<sup>25</sup> Données 2016 *Greater Mekong Subregion Database*.

<sup>26</sup> Désignant ici toutes catégories de migrations, tant internes qu'externes, tant liées au travail qu'aux conditions économiques et politiques de chaque pays.

The background features several overlapping, thin orange circular lines of varying radii, creating a dynamic, abstract pattern. The lines are centered around the text, with some passing behind and others in front of it.

# 2.

**UNE STRATÉGIE RÉGIONALE  
ARTICULÉE AUTOUR DE  
TROIS PRIORITÉS**

Le CICID de février 2018 a fixé les priorités géographiques et thématiques de l'aide publique au développement française qui doit atteindre 0,55 % du revenu national brut (RNB) en 2022. Le Groupe AFD a décliné ces priorités dans son plan d'orientation stratégique pour 2018-2022. En particulier, le Groupe a pris les engagements d'être 100 % Accord de Paris et 100 % lien social. Autrement dit, chaque projet financé doit être compatible avec une trajectoire de développement bas-carbone et résilient tout en cherchant à renforcer le lien social, ou à tout le moins ne pas lui nuire, en travaillant notamment sur la réduction des inégalités et l'adoption d'approches participatives.

La stratégie régionale endosse ces engagements et précise les orientations pour l'Asie du Sud-Est. Les priorités définies répondent aux enjeux régionaux climatiques, environnementaux et sociaux, sont cohérentes avec les ambitions européennes et s'inscrivent dans la stratégie française en Indopacifique<sup>27</sup> (2018) qui vise à renforcer la présence et l'action de la France dans la région sur les plans politique, stratégique, économique et environnemental, en consolidant notamment des partenariats stratégiques. Ainsi, le Groupe accompagnera un développement durable et inclusif en Asie du Sud-Est, contribuant à l'atteinte des objectifs de développement durable, pour améliorer la qualité de vie des populations et apporter une réponse efficace au changement climatique, en promouvant des solutions pertinentes et l'expertise française.

Les priorités pour les prochaines années concernent principalement les transitions territoriale et écologique, énergétique, démographique et sociale.

Il s'agira :

- d'encourager les transitions vers des trajectoires bas-carbone et la résilience des territoires ;
- de soutenir la préservation et la gestion durable de l'environnement terrestre et maritime ; et,
- d'atténuer les déséquilibres sociaux et réduire les inégalités.

Le Groupe renforcera ainsi son positionnement sur les objectifs de lutte contre le changement climatique et s'efforcera de mieux prendre en compte les inégalités. La lutte contre le changement climatique sera une priorité dans les pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre. Le Groupe aura particulièrement à cœur dans ces économies émergentes d'associer l'ensemble des acteurs économiques français, y compris les entreprises, pour répondre au mieux aux défis de développement des pays. L'aide bilatérale mise en œuvre par l'AFD pourra utilement chercher des synergies avec les autres outils de financement des équipes France et Europe (prêts du Trésor, garanties UE, etc.) pour structurer des projets de développement ambitieux et porteurs de bénéfices économiques tant pour le pays bénéficiaire que pour la France.

Le Groupe privilégiera les actions de réduction de la pauvreté, la fourniture de services essentiels dans les pays les moins avancés et accompagnera les gouvernements des pays les plus avancés pour mettre en place des politiques publiques visant à réduire les inégalités et garantir une relance durable et inclusive (suite notamment à la crise liée à la Covid-19).

## 2.1. ENCOURAGER LES TRANSITIONS VERS DES TRAJECTOIRES BAS CARBONE ET LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES

Enjeu global, la lutte contre le changement climatique concerne particulièrement l'Asie du Sud-Est en raison du niveau d'émissions de gaz à effet de serre qu'elle génère et de sa forte vulnérabilité aux conséquences du changement climatique. L'AFD s'appuiera sur son expérience sur ces sujets et leur importance dans la région pour maximiser dans ses interventions les impacts positifs de la lutte contre le changement climatique (co-bénéfices climat), tant sur l'atténuation que sur l'adaptation, en favorisant des solutions « gagnant-gagnant », pour que les politiques

de lutte contre le changement climatique contribuent aussi à la justice sociale. L'action du Groupe s'articulera autour des objectifs d'intervention suivants relatifs aux transitions énergétique, territoriale et écologique, mais aussi économique et financière :

**1) Accélérer la transition énergétique :** la transition énergétique, timidement engagée dans un certain nombre de pays de la zone, doit non seulement permettre l'abandon progressif des énergies fossiles en faveur des énergies

<sup>27</sup> Livre Blanc « Stratégie française en Asie Océanie à l'horizon 2030 – vers un espace asiatique indopacifique inclusif ».

renouvelables, mais aussi promouvoir l'efficacité énergétique des secteurs productifs, du bâtiment comme des systèmes électriques. Elle est portée aussi bien par le secteur public que par le secteur privé, et la complémentarité de l'offre des entités du Groupe AFD constitue ici une réelle valeur ajoutée (cf. encadré). L'action du Groupe AFD sera différenciée et circonstanciée selon les besoins des pays : accès à l'électricité via des mini-réseaux d'énergie renouvelable, construction de lignes de transmission électrique dans les pays les moins avancés y compris en zones rurales (Birmanie, Cambodge), construction et réhabilitation de centrales hydroélectriques (Vietnam, Indonésie, Birmanie), optimisation des réseaux existants pour favoriser la pénétration des énergies renouvelables (Indonésie, Vietnam, Cambodge), développement des capacités de stockage (Cambodge), promotion de l'efficacité énergétique (Indonésie, Vietnam, Cambodge). Des projets de réhabilitation ou d'extension de centrales hydroélectriques auront du sens, éventuellement accompagnés de composantes de renforcement de la sécurité (Indonésie, Vietnam, Philippines, Laos, Birmanie). L'action du Groupe se fera également par l'intermédiation financière, à travers l'octroi de lignes de crédits affectées au financement de projets « climat » dans les pays avancés (Vietnam, Indonésie et Philippines)<sup>28</sup>. En complément, l'AFD cherchera la mise en place de cadres propices au développement d'infrastructures soutenables dans l'énergie (ENR) et les secteurs de consommation (transport notamment, efficacité énergétique dans l'industrie et le bâtiment), à travers sa participation à des initiatives internationales, le Programme d'Efficacité Énergétique dans les Bâtiments (PEEB) ou encore le financement de projets « verts » au niveau régional *via* sa contribution à l'ACGF (cf. encadré p.20).

**2) Encourager la gestion des risques naturels et la protection des littoraux :** longtemps considéré strictement sous l'angle économique, l'espace marin et côtier apparaît de plus en plus comme une priorité environnementale, tant au niveau national que régional. Dans les pays à revenus intermédiaires, le Groupe AFD accompagnera le développement d'infrastructures portuaires efficaces à co-bénéfices climat (concept d'éco-ports en Indonésie) en cherchant à valoriser, lorsque pertinent, l'expertise des entreprises françaises. Par ailleurs, compte tenu des vulnérabilités naturelles des territoires, l'intervention de l'AFD sera particulièrement pertinente dans la détection des phénomènes terrestres et maritimes (séismes, inondations, éruptions, tsunami, etc.) et contribuera ainsi au développement de systèmes de gestion et de prévention des risques de catastrophes naturelles dans les pays exposés (Indonésie, Vietnam, Cambodge). Une approche intégrée sera favorisée, comme par exemple dans le cadre de la gestion durable des bassins versants au Laos, en Birmanie ou au Cambodge.

### FOCUS : Synergie AFD/Proparco dans le secteur de l'énergie

AFD et Proparco mobilisent des outils complémentaires pour élargir et renforcer les actions du Groupe AFD dans la région, en particulier dans le secteur de l'énergie où le secteur public structure et facilite un cadre d'intervention pour le déploiement d'initiatives privées. À titre d'exemple, l'AFD soutient le gouvernement birman dans l'étude de la ligne de transmission de 500 kV qui devra être construite pour raccorder le projet hydroélectrique Shweli 3, dont les actionnaires privés sont en discussion avec Proparco pour le financement du projet.

Aussi, Proparco s'appuie sur les connaissances de l'AFD dans des secteurs très dépendants de l'action publique. Ainsi, au Vietnam, les connaissances de l'AFD des problématiques de réseaux sont très utiles pour Proparco dans l'instruction de projets d'énergies renouvelables.

Enfin, au Vietnam en particulier, où le développement des énergies renouvelables est un enjeu clé de résilience du pays, l'AFD et Proparco agissent de concert en proposant des lignes de crédits vertes tant aux banques privées qu'aux banques publiques (BIDV), développant ainsi une expertise groupe globale.

**3) Renforcer les résiliences urbaines et rurales :** les villes des pays à revenus intermédiaires de la région concentrent la majorité de la population et sont confrontées, par conséquent, à de nombreux défis (attractivité économique et création d'emplois, augmentation de ressources pour le financement des infrastructures, amélioration de la gouvernance locale, développement des plans d'urbanisation, limitation de la congestion). Dans ce contexte, le Groupe AFD accompagnera la diffusion de politiques publiques urbaines innovantes (éco-quartiers en Indonésie), de pratiques urbaines respectueuses de l'environnement et de solutions fondées sur la nature en vue d'accroître la résilience des villes aux effets du changement climatique et d'améliorer la qualité de l'air<sup>29</sup>, *via* le financement d'infrastructures adaptées au contexte du pays et à même de valoriser l'expertise du tissu économique français (gestion des inondations/crues au Vietnam et au Cambodge, transport aux Philippines et en Indonésie). Au niveau régional, l'AFD développera des programmes et actions en faveur de la planification et la mobilité urbaine durable *via* les facilités conjointes avec la BASD (*Cities Development Initiative for Asia* et *Mobilise Your City*). Très impliquée dans des programmes de politiques urbaines innovantes et respectueuses de l'environnement, Expertise France accompagnera le portage de projets mis en œuvre par les collectivités territoriales françaises (au Vietnam). Dans les pays les moins avancés, l'action de l'AFD portera sur les zones rurales<sup>30</sup>, afin de dynamiser leur développement

<sup>28</sup> Les interventions intermédiaires permettront également de faciliter le développement de relations commerciales entre les bénéficiaires finaux et l'expression de l'offre française.

<sup>29</sup> La pollution de l'air liée au combustible fossile engendre des coûts externes significatifs qui pourraient augmenter de 35 % entre 2014 et 2025 pour atteindre 225 Mds USD en 2025, impactant d'autant les États de la région.

économique (Birmanie) et patrimonial (Laos) et de renforcer la résilience des systèmes agricoles aux effets du changement climatique (développement de l'irrigation au Cambodge, Laos et Birmanie ; pratiques agroécologiques pour les filières du café, du thé et de la banane au Laos, et les filières du riz et du maraîchage au Cambodge ; indications géographiques au Laos, au Cambodge et en Birmanie)<sup>31</sup>. En complément, l'AFD poursuivra l'appui aux petits planteurs, ainsi que la promotion de l'agroécologie comme alternative durable, en particulier dans les plantations d'huile de palme et d'hévéa. Proparco continuera à soutenir les PME et TPE de la région pour un développement économique créateur d'emplois, notamment *via* son outil de garantie ARIZ (cf. encadré) et le développement de la microfinance (Birmanie et Cambodge).

### FOCUS : ARIZ, instrument privilégié de soutien des PME

L'instrument privilégié de soutien des PME pour le Groupe AFD est la garantie ARIZ, outil développé au Laos depuis 2014 au travers d'une quinzaine de garanties émises avec BFL BRED Group, puis au Cambodge en 2015 avec Acleda Bank, Foreign Trade Bank, puis avec Bred Banque en 2018. Cet instrument a été significativement déployé par Proparco depuis le transfert d'une grande partie des activités concernant le secteur privé vers la filiale du Groupe en 2019, avec notamment un nouveau partenariat conclu en Indonésie avec BNP Paribas et de nouveaux partenariats en cours de discussion dans plusieurs pays de la région.

## 2.2. SOUTENIR LA PRÉSERVATION ET LA GESTION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT TERRESTRE ET MARIN

L'Asie du Sud-Est est une région qui abrite une biodiversité unique et est l'une des plus vulnérables au changement climatique. La croissance économique rapide qu'ont connue les pays de la région s'est fortement adossée à l'exploitation des ressources naturelles et de la biodiversité, ce qui a généré une forte pression sur l'environnement. Ce dernier présente désormais des niveaux de dégradation alarmants (déforestation élevée et ressources en eau en forte baisse, disparition d'espèces), que ce soit dans le bassin du Mékong, en Birmanie ou en Indonésie, notamment. Il est donc important de préserver et régénérer ce capital naturel, afin de réduire les vulnérabilités aux effets du changement climatique (notamment sécheresse) et de maintenir des emplois pour des millions de personnes. La seconde priorité de la DR Asie du Sud-Est porte donc sur cette thématique qui présente de nombreuses imbrications et points de convergence avec les deux autres.

**1) Contribuer à la préservation de la biodiversité et à la gestion des ressources naturelles :** priorité aussi cruciale que le climat, la préservation de la biodiversité est au cœur des actions du Groupe AFD. Pour enrayer la perte en biodiversité et assurer la protection des écosystèmes menacés, le Groupe AFD appuie les actions dédiées à la

définition, l'extension et la gestion des aires protégées marines et terrestres, comme cela a été fait pour le hotspot indo-birman (concernant dans le cas présent le Cambodge, la Birmanie et le Laos). Il accompagne, en partenariat avec les ONG, la restauration et la gestion durable des espaces naturels, avec et au bénéfice des populations, et intègre cette dimension dans toutes ses politiques de développement. Le Groupe AFD œuvrera ainsi au maintien des services rendus par les écosystèmes aux communautés à l'échelle locale et nationale (Birmanie), à la gestion intégrée des ressources en eau dans les pays les plus impactés (Vietnam, Cambodge, Birmanie), continuera son appui à la Mekong River Commission (MRC) pour le suivi et l'analyse des données hydrométéorologiques et visera à améliorer la transparence de la filière forêt-bois dans le secteur forestier (Birmanie). Au niveau régional et local, le Groupe AFD contribuera au processus de transition agro-écologique en intégrant des approches filières mettant en valeur la qualité, en particulier sanitaire, des produits issus de ces pratiques, en lien avec l'approche One Health visant à intégrer les enjeux sanitaires et phytosanitaires dans les projets d'appui aux filières agricoles, d'infrastructures de transformation et de distribution alimentaire, et de préservation de la biodiversité.

<sup>30</sup> Au Cambodge, au Laos et en Birmanie, plus de 65 % de la population vit en zone rurale (données Banque Mondiale).

<sup>31</sup> Un accompagnement sur les pratiques rizicoles/agricoles climato-intelligentes pourrait également être envisagé, en lien notamment avec les instituts nationaux de recherche.

### FOCUS PROJET : Extension et amélioration du Mékong River Hycos Network

Depuis 1995, la MRC promeut la coopération entre les pays riverains du cours inférieur du fleuve pour une gestion durable de ses eaux. Dans un contexte de forte dépendance des populations riveraines au fleuve (65 millions de personnes vivent dans le Bassin du Bas-Mékong<sup>32</sup>), d'une forte croissance économique et démographique ainsi que d'un dérèglement climatique nuisant à la biodiversité et favorisant l'érosion, le partenariat entre la MRC et l'AFD a permis d'approfondir la connaissance du fleuve et d'améliorer les études d'impact des ouvrages hydroélectriques, et a également financé une participation au programme environnemental de la Commission, afin de mieux appréhender les enjeux de biodiversité et autres paramètres environnementaux liés au fleuve Mékong. Le projet en cours de finalisation renforce l'expertise hydrométéorologique de la MRC par l'extension et la réhabilitation du réseau de stations et un appui à l'utilisation des données au Laos, Cambodge et Vietnam, offrant aux pays une meilleure compréhension de l'évolution de l'hydrologie du fleuve.

**2) Soutenir une économie bleue résiliente et durable :** l'axe économie bleue est une caractéristique singulière de l'Asie du Sud-Est. La surexploitation des ressources halieutiques marines et la production aquacole (Thaïlande, Birmanie, Indonésie, Philippines et Cambodge) et l'inefficacité des infrastructures actuelles des pays de la région (appui à la réforme du secteur du transport maritime et de la performance des ports en Indonésie) remettent potentiellement en cause le mode de vie de plusieurs centaines de millions d'habitants. L'action de l'AFD se concentrera dans les pays les plus avancés de la région, notamment sur la gestion durable des ressources marines (y compris la lutte contre la pêche illégale), en soutenant la recherche océanographique, la restauration, la conservation et la gestion durable des mangroves et des herbiers ou en luttant contre la pollution marine causée par les matières plastiques. La diminution de la pollution liée aux déchets plastiques sera également un axe d'intervention du Groupe (à travers l'AFD et Expertise France) en Asie du Sud-Est, tant au niveau national que régional. Dans le cadre du projet Asie-Sécurité, Expertise France est également engagée sur la sécurité maritime dans cinq pays pilotes en Asie, dont l'Indonésie et le Vietnam, pour promouvoir la coopération entre l'UE et l'ASEAN.

## 2.3. ATTÉNUER LES DÉSÉQUILIBRES SOCIAUX ET RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

La pauvreté a été réduite de manière significative et la qualité de vie s'est améliorée grâce à la croissance économique soutenue que les pays ont connue. Celle-ci ne bénéficie toutefois pas à l'intégralité des populations et l'on constate une augmentation des inégalités et une persistance de la malnutrition malgré la hausse des revenus par tête. Dans le cadre de son engagement 100 % lien social, le Groupe AFD portera une attention particulière aux inégalités territoriales, générationnelles et de genre dans son dialogue avec les autorités publiques dans une logique redistributive. Il promouvra le concept de « transition juste », couplant un positionnement ambitieux sur la définition de trajectoires bas-carbone à la nécessaire intégration des enjeux emplois/inégalités/redistribution très forts dans la région. Les axes ci-dessous destinés à l'atténuation des déséquilibres sociaux concernent l'ensemble des transitions soutenues par le Groupe et plus particulièrement la transition démographique et sociale, la transition économique et financière et la transition politique et citoyenne. Dans le contexte de crise économique

et sociale générée par la pandémie de la Covid-19, cette priorité trouve toute sa pertinence en répondant aux besoins et attentes des pays d'Asie du Sud-Est.

**1) Élargir l'offre de services publics :** l'accès aux biens et services de base fournis par le secteur public est fortement inégal entre les pays d'Asie du Sud-Est ainsi qu'au sein même de ces pays<sup>33</sup>. Le Groupe AFD poursuivra son action en Asie du Sud-Est afin d'accroître l'accès des populations à des réseaux d'eau potable et d'assainissement, à l'électricité, aux services de santé, de télécommunication ou encore aux produits et services financiers, en agissant particulièrement dans les villes intermédiaires et les zones rurales peu ou mal desservies. Le financement d'infrastructures dédiées sera effectué prioritairement dans les pays les moins avancés de la région (rénovation d'hôpitaux, de laboratoires de santé et centre de collecte de sang en Birmanie ; création de lignes de transmission d'électricité au Cambodge), alors que l'amélioration de la qualité de l'offre de services essentiels sera proposée dans

<sup>32</sup> Laos, Thaïlande, Cambodge et Vietnam.

<sup>33</sup> Des écarts sont en effet observés entre territoires urbains et territoires ruraux en termes d'accès aux biens et services essentiels (cf. annexe 1).

les pays à revenus intermédiaires (Vietnam et Indonésie). Ces actions viseront non seulement les entreprises publiques mais également les opérateurs privés. En complément, Expertise France continuera son appui aux acteurs locaux pour renforcer leurs compétences dans le domaine de la santé, notamment au travers du programme « Initiative » qui concerne 5 pays d'Asie du Sud-Est (Birmanie, Cambodge, Laos, Thaïlande et Vietnam) ou de SUCCESS aux Philippines ;

**2) Renforcer le capital humain :** bien que l'éducation et la santé des populations se soient améliorées, les indicateurs moyens en matière d'éducation, de développement des compétences et de santé restent inférieurs à ceux des pays présentant un niveau de revenus équivalent. L'expertise du Groupe AFD est bien établie dans la région dans le domaine de la formation professionnelle (notamment au Vietnam et au Cambodge) et a déjà fait l'objet d'une forte capitalisation sur laquelle l'AFD s'appuiera afin de poursuivre son action, avec une attention particulière portée à la jeunesse. Des accompagnements techniques et scientifiques sur des thématiques spécifiques (e.g. transport, cycle de l'eau) soutiendront la mise en œuvre des priorités précédentes et des actions de « formation/renforcement de capacités » seront également intégrées dans des projets non-spécifiquement dédiés à cette thématique ;

**3) Réduire les inégalités en favorisant l'inclusion sociale :** la cohésion sociale, menacée par l'augmentation des inégalités, est un enjeu majeur dans la région qui doit être au centre des différentes actions de l'AFD dans son accompagnement des transitions. Les inégalités sociales sont souvent source de conflits, de tensions et de migrations. Créer davantage d'opportunités, favoriser l'employabilité des populations (notamment des femmes et des jeunes), soutenir les capacités d'entrepreneuriat, diffuser les pratiques de bonne gouvernance pour promouvoir une participation plus large des populations (dont celle des femmes), réduire la corruption, et limiter l'exclusion sociale sont des objectifs que l'AFD se fixe en Asie du Sud-Est à moyen terme afin de rendre la croissance plus inclusive, en particulier pour les femmes et les filles. En lien avec les trois enjeux évoqués précédemment, l'AFD travaillera sur les cadres réglementaires et pourra également accompagner les États sur les sujets de justice environnementale et/ou climatique et de protection sociale adaptative

afin de réduire la vulnérabilité des populations menacées ou victimes de catastrophes écologiques (« réfugiés climatiques »). Le Groupe poursuivra son action dans la région afin de garantir aux populations rurales (principalement des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs) des opportunités d'emplois et de revenus décents, en promouvant notamment les coopératives et autres organisations paysannes. Proparco accompagnera ses bénéficiaires pour réduire les inégalités femmes-hommes et soutenir l'entrepreneuriat féminin dans la région. L'AFD travaillera avec la Banque mondiale pour élargir la portée du secteur financier en Indonésie et accroître sa résilience aux chocs tels que ceux associés à la crise de la Covid-19. Expertise France poursuivra ses actions dans le cadre du programme SOCIEUX+, notamment en Thaïlande (travail informel) et au Cambodge (régulation et supervision du fonds de la sécurité sociale ; protection sociale pour personnes avec handicap).

#### **FOCUS : Soutien aux institutions de microfinance au Cambodge**

Le Groupe AFD est engagé depuis les années 1990 en faveur de l'inclusion financière et de la microfinance en Asie du Sud-Est afin de contribuer au développement économique et social des populations vulnérables. Au Cambodge, l'AFD et Proparco ont notamment octroyé 820 000 EUR de subventions de 2012 à 2018 à l'Association professionnelle de la microfinance afin de l'accompagner dans la mise en place des pratiques de financement responsable et des principes de protection de la clientèle au sein des institutions de microfinance (IMF), afin de réduire les risques de surendettement des clients et de pérenniser l'activité des IMF. Proparco soutient aussi directement les IMF cambodgiennes certifiées « *Smart Campaign* » et ayant les pratiques de financement les plus responsables en les accompagnant dans leur croissance via des prêts ou des investissements en capital. Proparco a ainsi réalisé deux opérations en 2019 sur ce secteur et un cumul de 14 opérations depuis 2008. Ces IMF permettent à des populations vulnérables, notamment féminines et rurales, d'avoir accès à des produits financiers adaptés à leurs besoins et de contribuer ainsi à leur développement social et économique.

## 2.4. POUR UNE RECHERCHE SYSTÉMATIQUE DES NEXUS ENTRE ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, CLIMATIQUES ET SOCIAUX

Les trois objectifs stratégiques de la DR Asie du Sud-Est offrent des opportunités significatives de synergies entre d'une part le climat, l'environnement et le social et d'autre part, le court et le long terme, définissant l'intervention du Groupe AFD dans la région dans une logique de relance durable et de transition juste. Dans cette optique, les financements du Groupe AFD en Asie du Sud-Est viseront le soutien à long terme d'une croissance durable, résiliente et respectueuse des ODD, tout en soutenant une approche inclusive auprès des populations locales (création d'emploi, augmentation des revenus). Ils cibleront des co-bénéfices de natures différentes de manière à intégrer au moins deux des trois priorités stratégiques, chaque fois que possible et en accord avec nos partenaires. La recherche de nexus entre les enjeux climatiques, environnementaux et sociaux sera systématique afin de proposer une offre cohérente avec les deux engagements stratégiques du Groupe AFD et les 17 ODD.

La réflexion était entamée avant la pandémie de Covid-19, mais cette crise a davantage mis en lumière la nécessité de repenser notre vision de l'aide au développement en passant d'une mise en œuvre cloisonnée des priorités évoquées à une approche intégrée des enjeux sociaux et écologiques dans les politiques publiques. Il s'agira par exemple d'accompagner les pays dans la prévention d'une détérioration de leur économie (pertes d'emplois, augmentation des inégalités) tout en tenant compte des impacts économiques, sociaux et environnementaux de ces politiques de soutien à l'emploi et à l'activité économique. Une réflexion sera menée sur l'identification de solutions « gagnant-gagnant » afin que politiques de lutte contre le changement climatique et réduction de la pauvreté se complètent et se renforcent mutuellement, tout en contribuant au renforcement de la résilience des populations.

The background features several overlapping, thin orange circular lines of varying radii, creating a dynamic, abstract pattern. The lines are centered around the text, with some passing behind and others in front of it.

**3.**

**RENFORCER LA MOBILISATION  
DES PARTENAIRES ET ACTEURS  
À L'ÉCHELLE RÉGIONALE**

Cible désignée comme essentielle pour la réalisation de l'Agenda 2030, le dialogue partenarial (ODD 17) tient une place prépondérante dans le POS 2018-2022 avec l'engagement autour du « réflexe partenarial ». Dans une région où son activité est limitée notamment par son mandat et ses conditions financières d'intervention, et même avec un volume cible d'activité de l'ordre d'1 Md EUR de nouveaux engagements par an, le Groupe AFD restera un acteur de

taille modeste. En Asie du Sud-Est, la mise en œuvre du réflexe partenarial est donc un impératif pour le Groupe. Pour ce faire, il s'insère dans un réseau de partenaires lui permettant de renforcer son efficacité, d'accroître ses impacts et de contribuer à apporter des réponses pertinentes aux enjeux de la région, dans une logique de fédération autour de l'Accord de Paris et des ODD.

## 3.1. RENFORCER LES SYNERGIES ENTRE ACTEURS FRANÇAIS

Le Groupe AFD soutiendra la diffusion de l'expertise et la mobilisation du réseau d'acteurs français dans la zone, qu'ils soient publics ou privés. Plusieurs programmes de production analytique avec l'IRD, le CIRAD et leurs partenaires locaux seront lancés sur le climat<sup>34</sup> et les inégalités, thématiques saillantes dans la région. Le soutien au réseau des Instituts Pasteur et leurs homologues se poursuivra, ainsi que l'appui à la Fondation Mérieux, dans l'objectif d'améliorer la santé des populations et de lutter contre les risques épidémiques. L'AFD continuera de cofinancer des projets du FFEM dont l'expérience dans la région est ancienne et solide, de soutenir les initiatives des OSC, et de solliciter aussi les collectivités locales françaises, pour des actions proches du terrain et des partages d'expériences entre pairs, au travers des coopérations décentralisées (région Ile-de-France au Vietnam, port du Havre en Indonésie). Le Groupe AFD participera, dans la limite de ses mandats et au sein de l'Equipe France, au soutien des acteurs économiques français et au renforcement de l'influence économique de la France en Asie du Sud-Est. Dans ce but, l'AFD facilitera le continuum entre les Services économiques et les entreprises françaises dans ses financements et capitalisera sur ses résultats en termes d'influence économique.

Au sein de l'Équipe France, le Groupe AFD contribuera à mettre en œuvre la stratégie Indopacifique<sup>35</sup> formalisée dans le Livre Blanc « *Stratégie française en Asie Océanie à l'horizon 2030 – vers un espace asiatique indopacifique inclusif* » en renforçant le partage d'expérience, la valorisation des solutions des acteurs de l'écosystème français (OSC, collectivités locales, entreprises, fondations, centres de recherche). Il s'appuiera sur la stratégie économique de la France en Asie du Sud-Est, à laquelle il contribue, et fera également écho à la Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée<sup>36</sup> liée aux plantations de palmiers à huile en Asie du Sud-Est, en soutenant les initiatives nationales (e.g. certification FLEGT du bois indonésien).

Enfin, une attention particulière sera portée aux actions de communication et de sensibilisation afin de renforcer la capacité du Groupe AFD en Asie du Sud-Est à mobiliser les différentes parties prenantes et à donner une plus grande visibilité de l'action de la France dans la région.

“

*Le Groupe AFD, en tant que plateforme française de développement, contribuera à mettre en œuvre la dimension « développement » de la stratégie de la France dans l'espace Indopacifique.*

<sup>34</sup> Voir <https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/analyse-des-impacts-socio-economiques-du-changement-climatique-au-vietnam-et-des-strategies-dadaptation-moyen-et-long-terme>

<sup>35</sup> L'axe Indopacifique a pour but de faire face, aux côtés de l'Union Européenne, de l'Inde et de l'Australie, aux défis communs de la zone aux premiers rangs desquels le changement climatique.

<sup>36</sup> [https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2018.11.14\\_SNDI\\_0.pdf](https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2018.11.14_SNDI_0.pdf)

## FOCUS : Les opérations du Groupe AFD dans l'axe Indopacifique

L'espace « Indopacifique » comporte à la fois une dimension géographique (espace maritime s'étendant de la mer de Chine méridionale à l'Afrique de l'Est, en passant par le Pacifique océanien<sup>37</sup>, l'Asie du Sud-Est, l'océan Indien et les rives d'Afrique orientale) et une dimension géostratégique, sur des secteurs en lien avec l'Accord de Paris. Dans cet espace Indopacifique, en 2018, le Groupe AFD est intervenu dans 27 territoires riverains pour un montant de 3 Mds EUR d'engagements<sup>38</sup>, dont 335 M EUR via sa filiale Proparco.

Le Groupe AFD a décidé de cibler son action en appui à trois thématiques où la valeur ajoutée de la France est reconnue et recherchée par les partenaires :

i) La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ses effets au travers des projets d'atténuation (transport

urbain collectif, promotion des énergies renouvelables, efficacité énergétique, protection de la biodiversité...) et d'adaptation (prévention et gestion des risques, agriculture, eau et assainissement) ;

ii) L'économie bleue (projets portant sur les enjeux de connectivité tels que les infrastructures portuaires, la surveillance maritime et météorologique, les activités de pêche, la gestion des aires marines protégées et des zones côtières) ;

iii) La gouvernance démocratique (projets visant à promouvoir les principes et bonnes pratiques de transparence, de redevabilité et de participation citoyenne).

La mise en avant de l'expertise des instituts et entreprises françaises sur chacune de ces thématiques sera privilégiée.

## 3.2. PROPOSER UNE OFFRE INTÉGRÉE AFIN DE CONTRIBUER AU RAPPROCHEMENT ENTRE EUROPE, UNION EUROPÉENNE ET ASIE DU SUD-EST

La relation entre l'Union européenne (UE) et le Groupe AFD est stratégique en Asie du Sud-Est puisque 17 % des projets sont réalisés en cofinancement (2015-2019). Cette relation s'inscrit dans la continuité d'un dialogue constructif avec l'UE tant en matière de stratégies que de priorités sectorielles, en cohérence avec les priorités respectives de l'AFD et de l'UE dans la zone<sup>39</sup>. La politique de développement de la France inscrite dans les priorités du CICID doit contribuer à l'accroissement de la présence de l'UE sur la scène internationale du développement. Dans ce cadre, l'approche projet jusqu'alors privilégiée sera complétée par une approche programme qui facilitera la réduction des délais d'instruction et offrira une meilleure visibilité sur la programmation conjointe. En parallèle, les ressources européennes seront mobilisées par le Groupe pour accompagner les projets de nos partenaires avec une priorité aux facilités de mixage, aux délégations de fonds sur programmes et aux facilités régionales européennes

pour financer des programmes d'assistance technique, permettant d'enrichir les offres au profit de nos bénéficiaires au travers d'un panel d'outils élargi et complémentaire de celui de l'AFD (subvention déléguée, *investment grant*, expertise technique). Outre l'aspect opérationnel, le partenariat avec l'UE comportera un volet analytique au travers du programme de recherche sur les inégalités dans les pays en développement et émergents qui comprendra une étude de l'Indonésie ainsi qu'une autre sur les pays du Bas Mékong<sup>40</sup>.

En complément, le Groupe AFD participera à la construction de solutions financières européennes en s'appuyant sur des partenariats renforcés avec la KfW et la BEI (avec lesquels il privilégiera les financements en MRI – *Mutual Reliance Initiative*), tout en associant les autres acteurs européens régionaux ou bilatéraux du financement du développement.

<sup>37</sup> Extrait du discours du Président de la République à la Conférence des ambassadeurs, en 2018 : « je souhaite que vous puissiez déclinier cet axe de l'océan Indien à l'océan Pacifique, en passant par l'Asie du Sud-Est, de manière résolue, ambitieuse et précise ».

<sup>38</sup> Ce calcul porte sur un périmètre géographique incluant 27 territoires dont 21 États étrangers et 6 territoires ultramarins : Afrique du Sud, Bangladesh, Birmanie, Cambodge, Comores, Djibouti, Fidji, Inde, Indonésie, Kenya, Laos, Malaisie, Maurice, Mayotte, Mozambique, Nouvelle-Calédonie, Pakistan, Philippines, Polynésie Française, Réunion, Seychelles, Sri Lanka, Tanzanie, Terres Australes et Antarctiques françaises, Vietnam, Wallis-et-Futuna, Zimbabwe.

<sup>39</sup> La stratégie de l'UE en Asie du Sud-Est repose sur la connectivité. Les principaux aspects sont la création de réseaux numériques, énergétiques et de transports, le financement durable via divers instruments financiers et la mise en place de partenariats avec les pays asiatiques et les organisations pertinentes.

<sup>40</sup> Voir <https://www.afd.fr/fr/une-facilite-de-recherche-pour-mieux-comprendre-les-inegalites> et <https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/inegalites-et-changements-environnementaux-dans-le-bassin-inferieur-du-mekong>

L'approche « Team Europe » sera un axe fort de la stratégie partenariale de la Direction Régionale, permettant de capitaliser sur les ressources collectives de l'UE, des États membres et des institutions financières européennes, dont la BEI. Il s'agira de mener une action coordonnée pour

améliorer l'efficacité de l'aide, la visibilité de l'UE tout comme l'approche française. Dans ce cadre, les échanges et la recherche de complémentarité sur certains sujets (dont la déforestation) seront recherchés avec les délégations de l'UE et les bailleurs européens.

### 3.3. DÉVELOPPER DE NOUVEAUX LIENS AVEC LES BAILLEURS INTERNATIONAUX ET LES BANQUES NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT DANS UNE APPROCHE RÉGIONALE

Le Groupe AFD entend approfondir sa coopération avec les bailleurs de fonds internationaux. Les cofinancements, en tant que puissants leviers de mobilisation, seront privilégiés. La participation de l'AFD à l'ACGF (cf. encadré ci-après) renforce et offre une dimension régionale au partenariat stratégique avec la BAsD, acteur incontournable de la région<sup>41</sup>, avec qui l'AFD s'est fixée un objectif de 5 Mds EUR de cofinancements entre 2020 et 2022 sur toute l'Asie. Une concertation terrain renforcée pour accroître les synergies stratégiques et des coopérations analytiques plus régulières seront mises en place sur des thématiques pré-identifiées (changement climatique, pollution de l'air, villes durables, protection sociale, mais également biodiversité terrestre et marine) pour un meilleur partage de connaissance et de savoir-faire. Afin de renforcer la visibilité de notre action, une communication conjointe sur les cofinancements sera instaurée avec la BAsD. Dans cette même logique, le partenariat opérationnel historique avec la Banque mondiale sera poursuivi.

Afin d'appuyer l'action de la France dans l'espace Indo-pacifique, le Groupe se rapprochera de la JICA pour tenter de développer des opérations conjointes à l'image du projet sur la gestion des catastrophes naturelles en Indonésie.

Enfin, avec l'émergence des banques nationales de développement en tant que nouveau pilier du financement du

développement, la DRSE visera à s'inscrire dans la dynamique du Groupe pour la construction d'une coalition d'acteurs à même de créer une réponse mondiale aux enjeux mondiaux et afin de contribuer à la redirection des flux financiers vers les ODD. À cet effet, le Groupe AFD favorisera la coopération et le dialogue entre membres d'IDFC<sup>42</sup> présents dans la région (PT/SMI en Indonésie, JICA, KfW, CDB<sup>43</sup>).

#### FOCUS : La participation de l'AFD à l'ASEAN Catalytic Green Finance Facility (ACGF)

Le partenariat avec l'ASEAN et la BAsD se nourrit de la participation du Groupe AFD à l'ACGF. La BAsD et les États membres de l'ASEAN ont lancé en 2019 une nouvelle initiative, l'ACGF, dédiée à la préparation et au financement de projets d'infrastructures par l'octroi de prêts souverains, avec un mandat orienté vers les infrastructures vertes et la mobilisation de fonds privés. L'AFD apporte une contribution d'un million d'euros en subvention (dont un volet assistance technique avec l'appui d'Expertise France) et le Groupe pourrait potentiellement cofinancer des projets « ACGF » cohérents avec son mandat et ses priorités stratégiques dans la région.

<sup>41</sup> En Asie du Sud-Est, entre 2010 et 2019, 40 % des projets cofinancés par l'AFD l'ont été avec la BAsD.

<sup>42</sup> L'IDFC est un club rassemblant 24 banques nationales, régionales et bilatérales de développement créé en 2011 et visant à mettre en œuvre l'Accord de Paris et l'Agenda 2030 des objectifs de développement durable.

<sup>43</sup> Le partenariat signé entre l'AFD et la CDB en janvier 2018 privilégie une approche concrète avec la Chine, autour de projets en marchés tiers (dans le cadre de l'accord de coopération franco-chinois de 2015) respectant les meilleurs standards environnementaux, sociaux et de passation des marchés, sans labélisation « routes de la soie ».

## 3.4. INTENSIFIER LES RELATIONS AVEC DES ACTEURS-CLÉS DE LA RÉGION : SOCIÉTÉ CIVILE INTERNATIONALE ET ORGANISATIONS RÉGIONALES

Afin d'accompagner les transitions en cours et de renforcer la logique de fédération autour des ODD et de l'Accord de Paris, le Groupe AFD consolidera ses relations avec deux organisations régionales en particulier. D'une part, le rapprochement avec l'ASEAN<sup>44</sup> contribuera à nourrir la politique française formalisée dans le Livre Blanc Asie Océanie (2018) mettant en avant la centralité de l'ASEAN sur le plan politique, sécuritaire et régional, et débouchant pour la France sur le statut de Partenaire de développement de l'ASEAN. L'AFD cherchera à intégrer dans ses projets (lorsque cela est pertinent) une dimension de plaidoyer auprès de l'ASEAN, encouragera le partage d'expérience avec les entités thématiques de l'ASEAN et tentera d'identifier des sujets d'intérêt commun avec ces entités pour mettre en place des programmes conjoints. D'autre part, l'AFD poursuivra l'approfondissement des relations avec la MRC, tant d'un point de vue opérationnel que de production de connaissances pour une meilleure compréhension des enjeux régionaux.

En parallèle, le rapprochement avec la société civile s'impose comme une priorité stratégique encore plus forte depuis le *One Planet Summit* (octobre 2019), dans une

tentative d'union des efforts pour atteindre les ODD et de lutte contre les effets du changement climatique. Le Groupe AFD capitalisera sur des partenariats forts existant déjà avec des ONG internationales telles que le WCS et le WWF et envisagera de soutenir d'autres ONG très actives dans la région (dans la limite des fonds en subvention disponibles), dans une double approche d'intégration à des projets et de partage d'expérience et de savoir-faire. Par ailleurs, le Groupe soutiendra l'organisation de programmes de recherche et de publications avec des universités (tels que celui réalisé avec l'Université de Rouen dans le cadre du développement du modèle GEMMES au Vietnam) et des *think tanks*, afin d'approfondir la connaissance des enjeux du sud-est asiatique, en particulier dans les dimensions « climat » et « lien social ».

Enfin, dans le cadre de la *Task Force* des Philanthropes<sup>45</sup>, l'AFD et la fondation CIFF (*Children Investment Fund Foundation*) ont formalisé l'Energy Transition Partnership, afin de coordonner et amplifier l'appui des bailleurs et des philanthropes dans le but d'accélérer la transition énergétique dans les pays d'Asie du Sud-Est.

<sup>44</sup> Fondée en 1967, cette organisation régionale rassemble dix pays d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge) et couvre des thématiques politiques, économiques et culturelles.

<sup>45</sup> La *Task Force* des Philanthropes est issue du Partenariat sur la finance climat (*Climate Finance Partnership*) créé lors du *One Planet Summit* à New York en 2018. L'AFD en fait partie.

# 4.

## PERSPECTIVES FINANCIÈRES ET MODALITÉS D'INTERVENTION

## 4.1. PERSPECTIVES FINANCIÈRES

Les engagements du Groupe AFD en Asie du Sud-Est sur la période 2015-2019 s'élèvent à 3,09 Mds EUR, dont 869 M EUR d'engagements pour l'année 2019 (en croissance moyenne annuelle de 8 % sur la période), parmi lesquels 90 M EUR pour des opérations relevant du secteur privé.

La programmation financière pour les cinq prochaines années du Groupe AFD dans la région pourrait s'établir dans une trajectoire ambitieuse comprise entre 4,8 Md EUR et 5,7 Md EUR<sup>46</sup> d'engagements en cumulé sur la période, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à la période précédente.

Plusieurs hypothèses sous-tendent ce potentiel d'activité :

- Renforcer le partenariat avec l'Union européenne : les projections intègrent la capacité du Groupe AFD à renforcer davantage sa coopération avec l'Union Européenne, à travers la mobilisation des facilités de mixage et l'accompagnement des projets régionaux attendus par nos partenaires (notamment dans le cadre du statut de la France de partenaire de développement auprès de l'ASEAN) ;
- Accroître l'activité non souveraine dans la région (portée par Proparco et l'AFD), avec la possibilité de développer une activité non souveraine au Cambodge ;
- Maintenir à un niveau satisfaisant les subventions au niveau de la région (hypothèse retenue de 12 M EUR/an minimum) ;
- Prendre en compte l'évolution des contextes nationaux, tous impactés par la pandémie de la Covid-19, avec l'hypothèse d'une amélioration sur la période (2020-2024).

La crise de la Covid-19 et ses conséquences économiques et financières impactent néanmoins ces prévisions, tant par la nature des outils mobilisés que dans les volumes d'engagement prévus. À ce jour, il est encore difficile de définir précisément les réponses que l'AFD apportera.

À fin mars 2020, le plan d'affaires de l'année 2020 (et il en sera probablement de même pour celui de 2021) subissait déjà de nouvelles inflexions. La crise liée à la Covid-19 a accru les besoins des pays en soutien budgétaire, auxquels l'AFD se devait de répondre. Ainsi, des projets spécifiquement dédiés à la réponse des pays à la Covid-19 et au renforcement des systèmes de santé voient actuellement le jour. L'anticipation d'une baisse des recettes fiscales et le souhait d'éviter un déficit trop important conduisent certains ministères à se rapprocher des bailleurs pour solliciter des prêts de politiques publiques ou des aides budgétaires sectorielles notamment en soutien à l'économie, aux populations vulnérables et aux PME, et dans le secteur de la santé. Il est très probable que l'appui de l'AFD dans les mois qui viennent se concentre majoritairement sur l'activité souveraine afin de donner des marges de manœuvre aux gouvernements. Il n'en demeure pas moins que l'activité non-souveraine restera une priorité et que le Groupe fera les efforts nécessaires, tout en restant vigilant, pour accompagner et soutenir nos partenaires non-souverains durant cette période et au-delà.

Enfin, les outils de garantie de l'Union européenne seront nécessaires pour accompagner les financements des risques liés à l'instabilité des économies. L'AFD mobilisera pleinement ces outils pour jouer un rôle contra-cyclique lorsqu'il sera pertinent de le faire.

## 4.2. MODALITÉS D'INTERVENTION

Pour financer les projets ou programmes d'intervention en Asie du Sud-Est, le Groupe AFD mobilisera l'ensemble des outils d'intervention à sa disposition : prêts souverains et non-souverains, garanties, subventions, y compris en délégation, prises de participation, assistance technique et mise à disposition d'experts, financement de programmes de recherche, recours aux outils spécifiques finançant les projets des OSC et collectivités locales françaises.

Cependant, tous ces outils ne seront pas mobilisés de la même manière dans les pays où le Groupe intervient, comme évoqué précédemment. Ainsi, dans les pays à revenus intermédiaires comme l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande, le recours aux subventions et dons-projets, hors financement des ONG françaises, est quasiment impossible, à l'exception de soutien à des projets régionaux bénéficiant de fait à ces pays. Dans ce contexte, l'AFD

<sup>46</sup> L'activité réelle dépendra du modèle financier de moyen terme de l'Agence. En particulier, la modélisation de l'activité en Asie du Sud-Est nécessiterait une garantie de l'État ou une augmentation des fonds propres de l'AFD en raison de l'exposition élevée de l'AFD en Indonésie, qui est proche de la limite réglementaire avec un ratio d'exposition du Groupe par rapport à ses fonds propres de 18,19 %. Dans une moindre mesure, le Vietnam, avec un ratio de 13,21 %, est également concerné par cette limite « Grand Risque ». Ces contraintes opérationnelles, à conditions identiques, restreindront clairement l'activité dans ces deux pays qui représentent 2/3 des octrois de ces dix dernières années, et donc affecteront l'objectif d'engagements. À ce stade toutefois, aucune discussion n'a encore eu lieu sur une éventuelle garantie de l'État ou augmentation des fonds propres de l'AFD. L'atteinte de cette trajectoire est donc incertaine.

mobilisera des financements non bonifiés pour l'investissement et des subventions pour l'expertise (expertise publique et privée, expertise des collectivités locales). En complément, des synergies avec les autres outils de financement de l'équipe France (e.g. prêts du Trésor) seront recherchées.

Si l'AFD a recours au prêt de politique publique, bien déployé dans la région (Vietnam, Philippines et Indonésie) et

intéressant pour nouer le dialogue avec les instances publiques (*cf.* encadré *infra*), durant la période couvrant cette stratégie, le Groupe AFD ciblera particulièrement le financement de projets dans une recherche d'équilibre. Il convient également de noter que le partenariat stratégique avec la Banque asiatique de développement a un effet structurant sur l'activité. L'AFD s'attachera néanmoins à financer des projets porteurs d'impacts forts pour le développement et l'influence française.

### FOCUS PROJET : Prêt de politique publique « logistique et connectivité » en Indonésie

Le secteur du transport maritime et la filière logistique associée sont au cœur de la politique de développement indonésienne. Or, l'inefficacité de la chaîne logistique, le manque d'investissements dans les infrastructures portuaires, le manque de clarté dans les responsabilités des différents acteurs publics qui en ont la charge et les barrières aux investisseurs étrangers ainsi qu'aux opérateurs internationaux constituent encore des faiblesses structurelles pour le développement de l'économie indonésienne.

Pour répondre à ces enjeux, les autorités indonésiennes, la Banque mondiale, la KfW et l'AFD ont défini ensemble un programme d'appui aux réformes s'étalant sur la période 2015–2019, et structuré en deux phases auxquelles l'AFD a contribué, avec deux financements de 150 M EUR chacun. Les appuis et le dialogue sectoriel entrepris depuis 2015 ont abouti à une matrice de politiques publiques articulée autour des trois piliers suivants : performance des

ports (améliorer l'efficacité, la gouvernance et la gestion des ports de commerce) ; qualité des services logistiques (favoriser le développement et l'efficacité de la chaîne logistique) ; facilité des échanges (simplifier et améliorer la transparence des échanges pour réduire les coûts et renforcer la compétitivité).

L'AFD accompagne ce programme de réformes par des activités d'assistance technique consacrées au renforcement des capacités des autorités portuaires, notamment en matière de développement durable, en partenariat avec le Grand Port Maritime du Havre. L'exécution de ce programme d'assistance technique s'est déroulée de mi-2018 à fin 2019. La très forte articulation de cette assistance technique avec la matrice de réformes, ainsi que la qualité de l'expertise française projetée constituent la valeur ajoutée de la contribution de l'AFD au programme.

## 4.3. INDICATEURS DE RÉSULTATS

Le Groupe AFD s'inscrit dans un contexte de renforcement du suivi-évaluation-redevabilité de son intervention. Pour appuyer le pilotage de ses opérations, répondre à son devoir de redevabilité et évaluer les résultats et impacts des projets et programmes qu'il met en place sur les bénéficiaires, le Groupe définit un certain nombre d'indicateurs de suivi dont :

- Volume d'engagements du Groupe (analyse par instrument, par secteur, par géographie) ;

- Volume de versements ;
- Nombre et volumes de projets régionaux ou transfrontaliers ;
- Volume d'engagements et pourcentage des projets à co-bénéfices climat ;
- Part en volume des engagements annuels des projets intégrant un objectif genre.

The background features several overlapping, thin orange circular lines of varying radii, creating a dynamic, abstract pattern. The lines are centered around the text, with some passing through the characters.

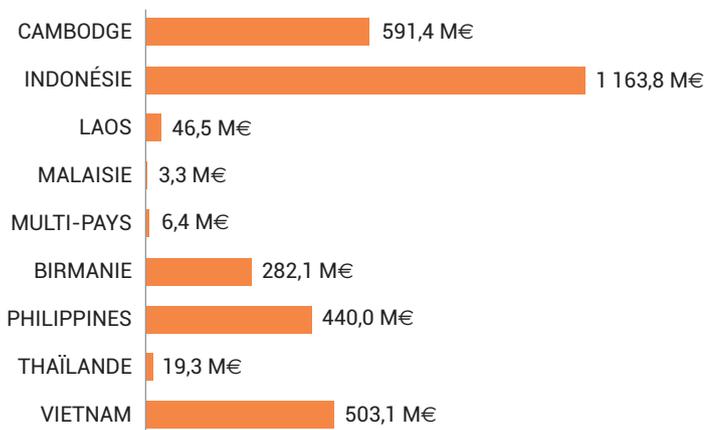
**5.**

**ANNEXES**

# ANNEXE 1. BILAN DES ACTIVITÉS DE L'AFD EN ASIE DU SUD-EST ENTRE 2015 ET 2019

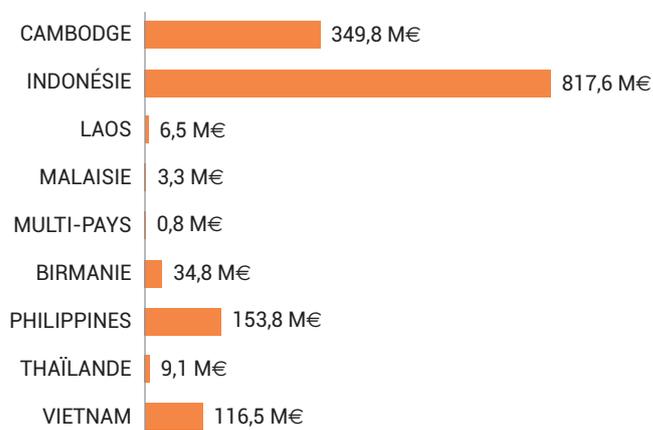
Total des autorisations 2015-2019 :	3 057 M€
Total des autorisations à co-bénéfice climat :	1 223 M€
Total des autorisations à co-bénéfice genre :	469 M€
Total du coût-État mobilisé :	217 M€

## Autorisations du Groupe par pays entre 2015 et 2019



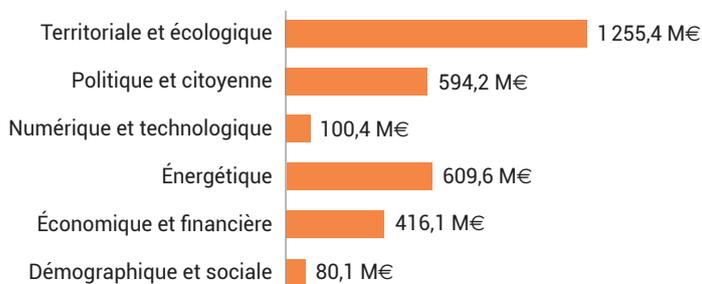
Dont Proparco : 240,3 M€

## Versements du Groupe par pays entre 2015 et 2019

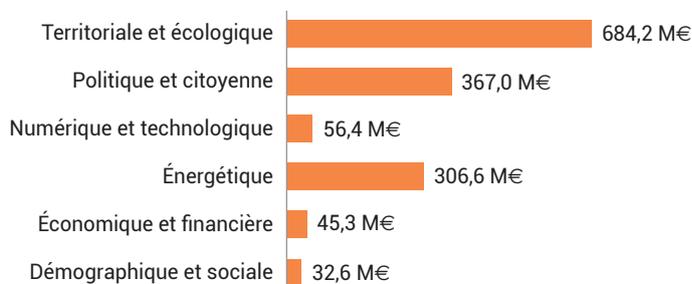


Dont Proparco : 131 M€

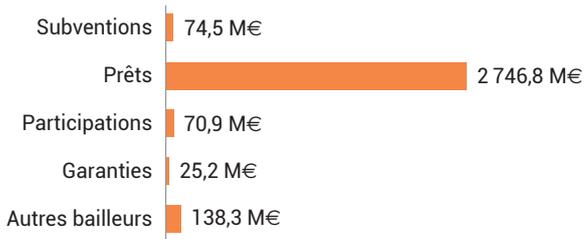
## Autorisations du Groupe par « Transition » entre 2015 et 2019



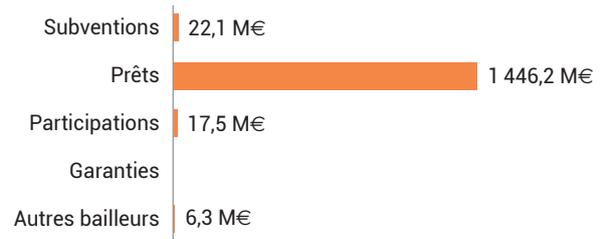
## Versements du Groupe par « Transition » entre 2015 et 2019



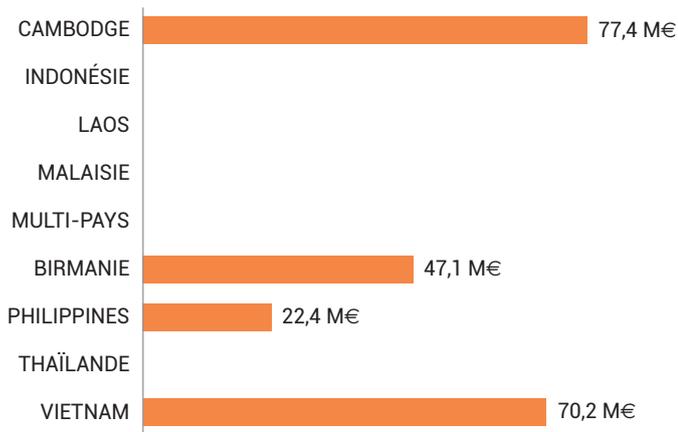
### Autorisations du Groupe par instrument entre 2015 et 2019



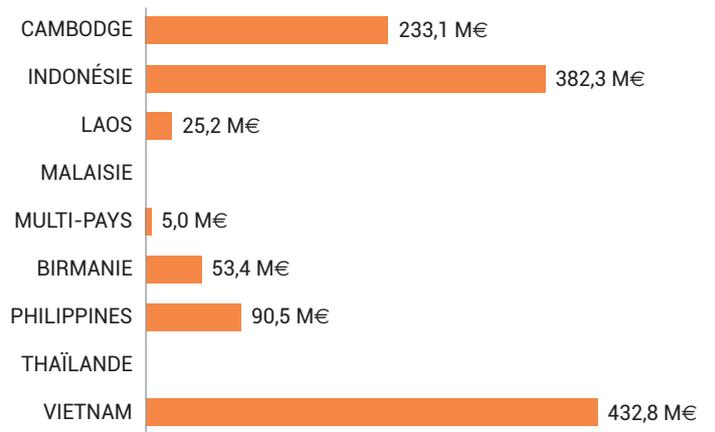
### Versements du Groupe par instrument entre 2015 et 2019



### Coût-État mobilisé entre 2015 et 2019



### Financements climat du Groupe par pays entre 2015 et 2019



# ANNEXE 2. INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

## Indicateurs économiques

	PIB courant (en MUSD)	RNB/habitant (en USD courants)*	Taux d'inflation (en %)
Birmanie	71 215	1 310	1,9
Cambodge	24 542	1 390	3,1
Indonésie	1 042 173	3 840	3,8
Laos	17 954	2 450	1,9
Philippines	330 910	3 830	3,8
Thaïlande	504 993	6 610	1,4
Vietnam	245 214	2 360	3,4

Source : Banque Mondiale 2018. \* : méthode Atlas retenue par l'OCDE pour la classification des pays.

## Indicateurs d'inégalités

	Indice de développement humain (IDH)	Rang IDH	Coefficient de GINI*
Birmanie	0,578	148	30,7*
Cambodge	0,582	146	36,6
Indonésie	0,694	116	45,7
Laos	0,601	139	41,1
Philippines	0,699	113	47,9
Thaïlande	0,755	83	43,7
Vietnam	0,694	116	42,2

Sources: PNUD, Banque Mondiale.

\* Source WEF Inclusive Growth Report 2018, sauf Birmanie (source Banque Mondiale, 2017).

## Population (en millions d'habitants)

	2018	2020	2025	2050
Birmanie	53,9	54,4	56,5	62,3
Cambodge	16,2	16,7	17,8	21,8
Indonésie	266,8	273,5	287,1	330,9
Laos	7,0	7,3	7,8	9,5
Philippines	106,5	109,6	116,8	144,5
Thaïlande	69,2	69,8	70,3	65,9
Vietnam	96,5	97,3	101,1	109,6

Source : UN ESA, 2019 (estimation médiane).

### Population urbaine (en % de la population totale)

Birmanie	30,9
Cambodge	23,8
Indonésie	55,9
Laos	35,7
Philippines	47,2
Thaïlande	50,7
Vietnam	36,6

Source : UNCTAD, 2019.

### Espérance de vie (en années)

	Femmes	Hommes
Birmanie	69,6	63,4
Cambodge	71,2	67,1
Indonésie	73,5	69,2
Laos	69,1	65,5
Philippines	75,3	67
Thaïlande	80,5	73
Vietnam	79,4	71,1

Source : Banque Mondiale, 2017.

### Taux de natalité et de mortalité (en ‰)

	Taux de natalité	Taux de mortalité	Taux de mortalité infantile
Birmanie	17,7	8,2	36,8
Cambodge	22,9	6	24
Indonésie	18,4	6,4	21,1
Laos	23,9	6,5	37,6
Philippines	21	5,8	22,5
Thaïlande	10,5	7,6	7,8
Vietnam	17	6,3	16,5

Source : Banque Mondiale, 2017.

### Part de la population ayant accès aux services essentiels (en %)

	Part de la population ayant accès à l'électricité (2018)		Part de la population ayant au moins un accès à l'eau potable à moins de trente minutes A/R	Part de la population ayant accès à des sanitaires non partagés
	Urbain	Rural		
Birmanie	70	60	81,8	64,3
Cambodge	89	86	78,5	59,2
Indonésie	98	96	89,3	73,1
Laos	94	91	82,01	74,8
Philippines	93	90	93,6	76,5
Thaïlande	100	100	99,9	98,8
Vietnam	100	100	94,7	83,5

Sources: Banque Mondiale, OMS.

## Accès à l'éducation (en %)

	Taux d'alphabétisation	Taux d'entrée en primaire	Taux d'entrée en secondaire
Birmanie	75,5 (2016)	89,9 (2017)	30,5 (2017)
Cambodge	80,5 (2015)	96,5 (2012)	87,4 (2017)
Indonésie	95,4 (2016)	43,6 (2018)	62,7 (2017)
Laos	84,7 (2015)	91,1 (2018)	87,6 (2017)
Philippines	96,4 (2013)	65,1 (2017)	41,4 (2017)
Thaïlande	92,9 (2015)	62,7 (2015)	97,7 (2017)
Vietnam	93,5 (2009)	N.D.	42,4 (2017)

Source: Banque Mondiale, 2017. N.D. : non disponible.

## Superficie des exploitations agricoles

	Superficie totale (km <sup>2</sup> )	Superficie agricole (km <sup>2</sup> )	Superficie agricole par habitant (ha)
Birmanie	653 080	126 450	0,24
Cambodge	176 520	54 550	0,36
Indonésie	1 811 570	570 000	0,22
Laos	230 800	23 690	0,35
Philippines	298 170	124 400	0,13
Thaïlande	510 890	221 100	0,33
Vietnam	310 070	108 737	0,12

Source : FAO.

## Évolution du couvert forestier par pays (en %)

	2000	2005	2010	2016
Birmanie	53,4	51,0	48,6	43,6
Cambodge	65,4	60,8	57,2	52,9
Indonésie	54,9	54,0	52,1	49,9
Laos	71,6	73,1	77,2	82,1
Philippines	23,6	23,7	22,9	27,8
Thaïlande	33,3	31,5	31,8	32,2
Vietnam	37,7	42,2	45,6	48,1

Source : Banque Mondiale.

# ANNEXE 3. DONNÉES RELATIVES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

## Indicateurs relatifs aux émissions de CO<sub>2</sub>

	Émissions GES/hab (tCO <sub>2</sub> eq)	Rang émetteur de CO <sub>2</sub>	% des émissions globales de CO <sub>2</sub>	Taux d'indépendance énergétique	Intensité énergétique du PIB (tep/unité de PIB)
Birmanie	4,0	76 <sup>e</sup>	0,09 %	100 %	0,3
Cambodge	2,2	112 <sup>e</sup>	0,03 %	59 %	0,4
Indonésie	3,3	14 <sup>e</sup>	1,47 %	100 %	0,2
Laos	4,7	153 <sup>e</sup>	0,01 %	100 %	N.D.
Philippines	1,8	38 <sup>e</sup>	0,39 %	52 %	0,2
Thaïlande	4,6	26 <sup>e</sup>	0,74 %	73 %	0,3
Vietnam	2,9	28 <sup>e</sup>	0,72 %	85 %	0,5

Sources : AIE, Base de données EDGAR, NDGain.

## Contributions des secteurs aux émissions de CO<sub>2</sub> (en % du total)

	Industrie	Transport	Résidentiel	Services	Agriculture	Usages non énergétiques	Autres
Birmanie	17	10	57	4	7	2	3
Cambodge	20	26	47	5	1	0	1
Indonésie	26	28	37	4	1	4	0
Laos	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
Philippines	24	35	22	13	1	4	1
Thaïlande	55	20	18	4	2	1	0
Vietnam	32	28	10	5	3	23	1

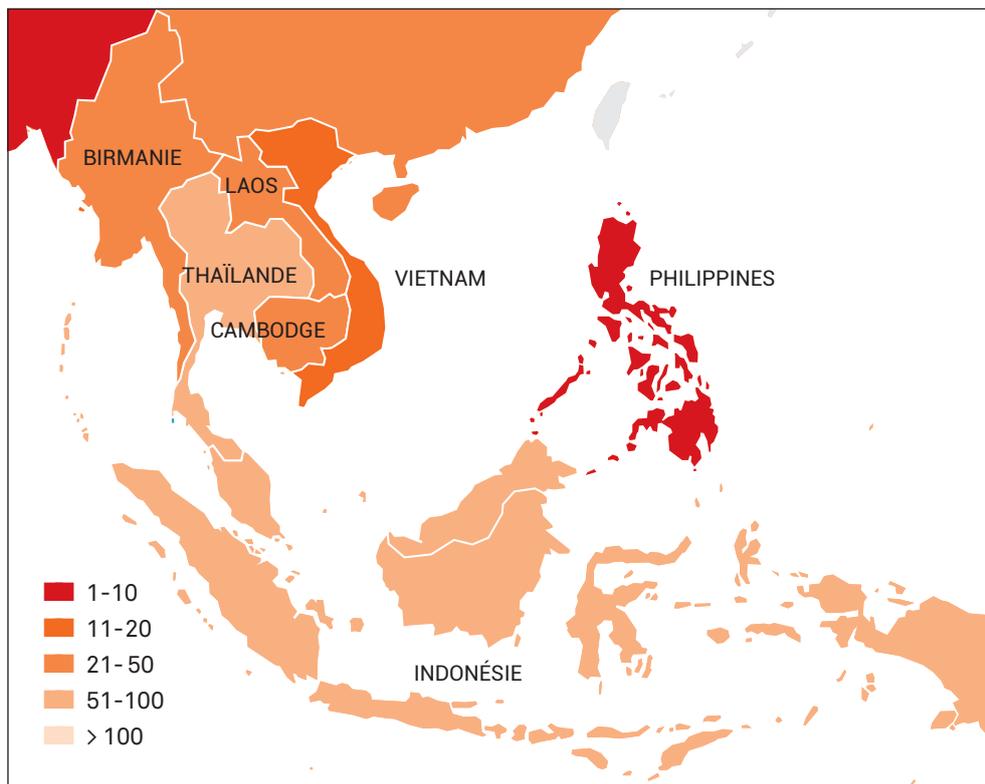
Source : AIE. N.D. : non disponible.

## Niveau de vulnérabilité aux risques climatiques

Risques climatiques	Birmanie	Cambodge	Indonésie	Laos	Philippines	Thaïlande	Vietnam
Crue	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé
Inondation urbaine	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé
Inondation côtière	Élevé	Élevé	Élevé	Modéré	Élevé	Élevé	Élevé
Glissement de terrain	Élevé	Faible	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé
Cyclone	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé
Chaleur extrême	Élevé	Élevé	Modéré	Modéré	Modéré	Élevé	Élevé
Feu de forêt	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé
Tsunami	Modéré	Faible	Élevé	N.D.	Élevé	Modéré	Modéré
Pénurie d'eau	Faible	Faible	Modéré	Faible	Élevé	Modéré	Faible

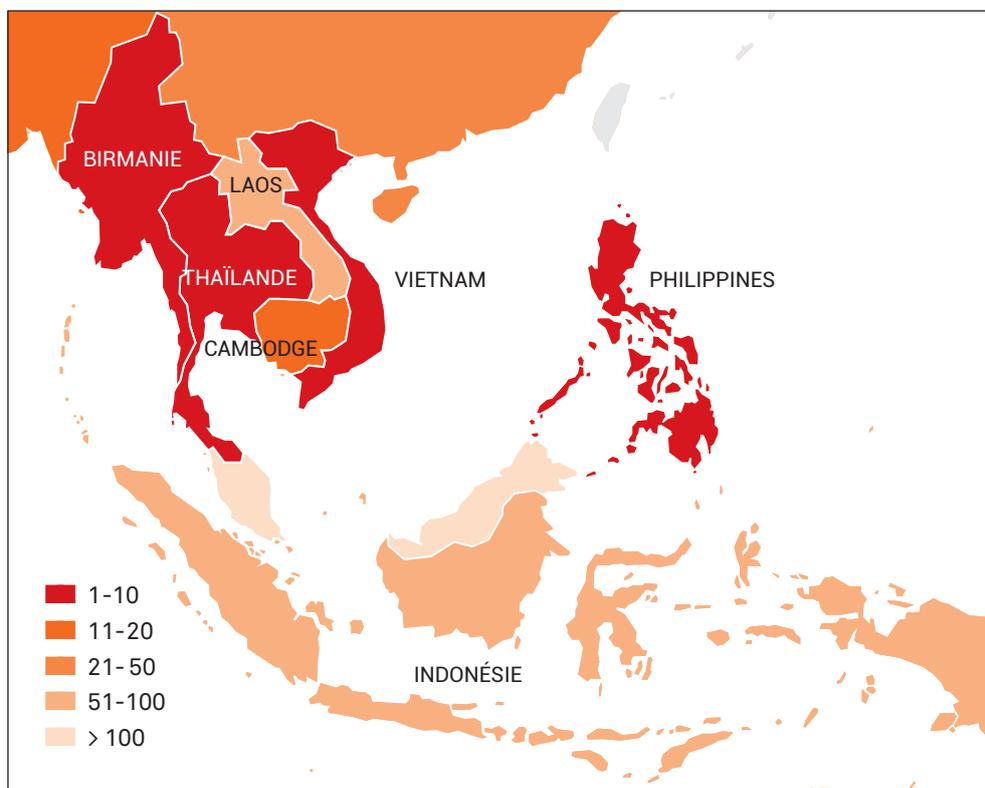
Source : Think Hazard. N.D. : Non disponible.

## Classement des pays selon leur vulnérabilité aux effets du changement climatique en 2018



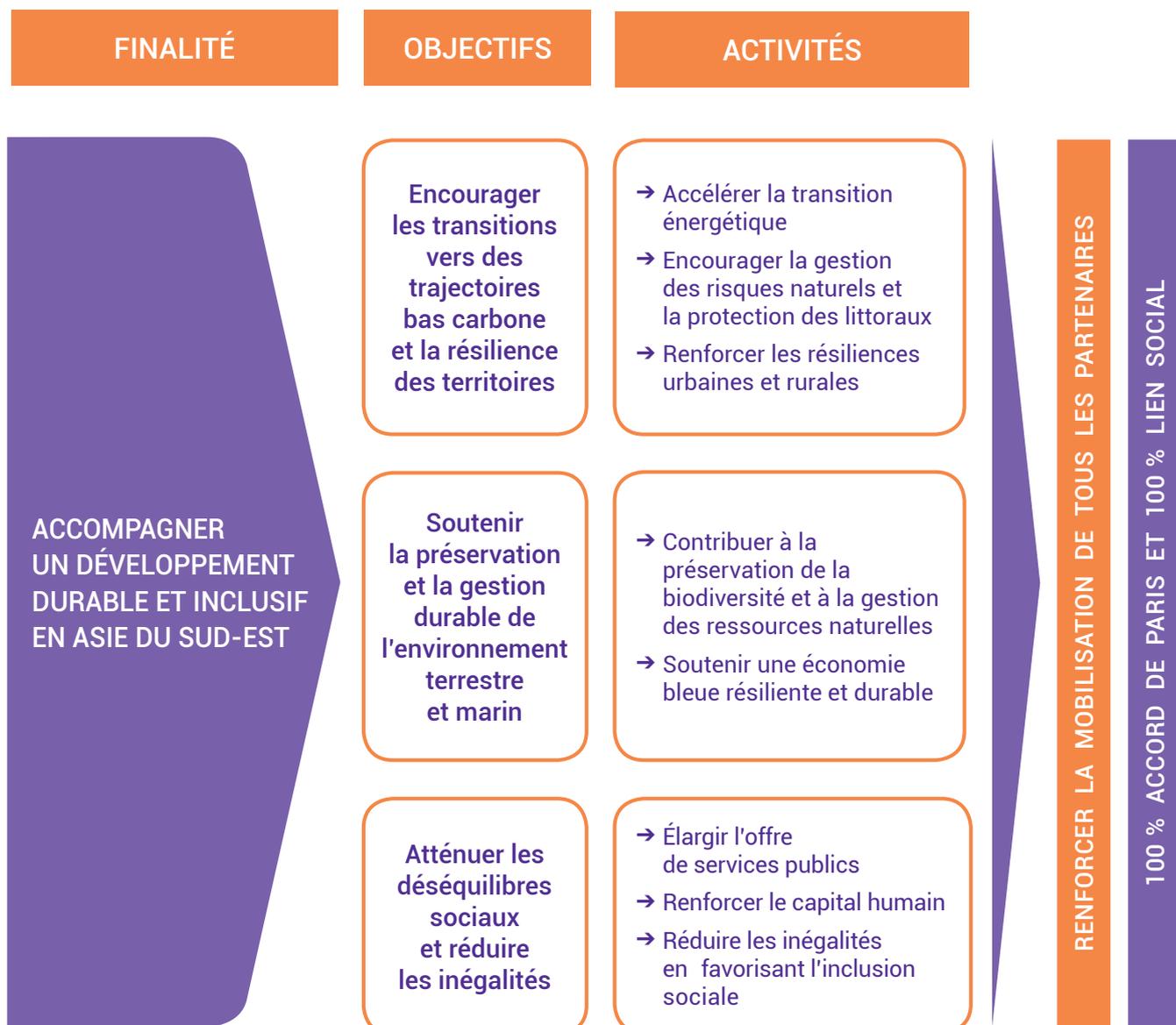
Source : Germanwatch, *Global Climate Risk Index*, 2020. Note de lecture: Les Philippines sont le 2<sup>e</sup> pays au monde (après le Japon) qui a été le plus exposé aux effets du changement climatique en 2018. Le Vietnam se classe 16<sup>e</sup>, le Laos 22<sup>e</sup>, le Cambodge 38<sup>e</sup>, la Birmanie 48<sup>e</sup>, l'Indonésie 64<sup>e</sup> et la Thaïlande 67<sup>e</sup>.

## Vulnérabilité des pays aux effets du changement climatique sur la période 1999-2018

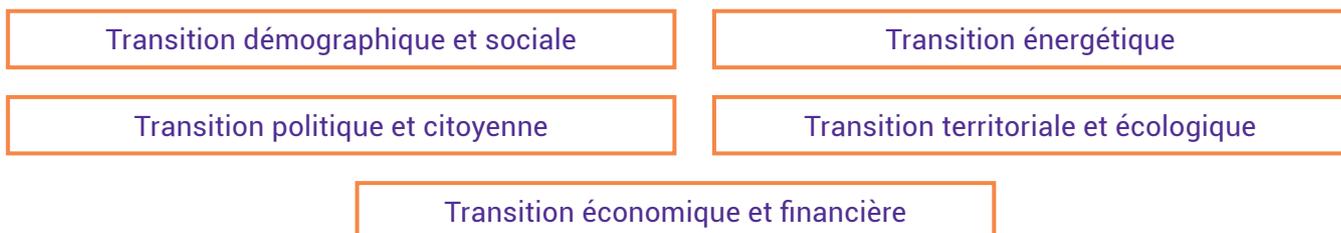


Source : Germanwatch, *Global Climate Risk Index*, 2020. Sur la période 1999-2018, Birmanie est le 2<sup>e</sup> pays le plus touché par les effets du changement climatique (derrière Porto Rico). Les Philippines sont 4<sup>e</sup>, le Vietnam 6<sup>e</sup>, la Thaïlande 8<sup>e</sup>, le Cambodge 12<sup>e</sup>, le Laos 76<sup>e</sup> et l'Indonésie 77<sup>e</sup>.

# ANNEXE 4. CADRE LOGIQUE



## TRANSITIONS CIBLÉES



# LISTE DES SIGLES

**ACGF** : *ASEAN Catalytic Green Finance Facility*

**ASEAN** : Association des Nations de l'Asie du Sud-Est

**BAoD** : Banque asiatique de développement

**BM** : Banque mondiale

**CDB** : *China Development Bank*

**CICID** : Comité interministériel de la coopération internationale et du développement

**CIRAD** : Centre de coopération internationale pour la recherche agronomique pour le développement

**DR** : Direction régionale

**DRSE** : Direction régionale d'Asie du Sud-Est

**DUE** : Délégation de l'Union Européenne

**EF** : Expertise France

**ENR** : Energies renouvelables

**ESCAP** : *Economic and Social Commission for Asia and the Pacific*

**ETI** : Expert technique international

**FFEM** : Fonds français pour l'environnement mondial

**GIEC** : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

**GRET** : Groupe de recherche et d'échange technologique

**IDFC** : *International Development Finance Club*

**IMF** : Institution de microfinance

**IRASEC** : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine

**IRD** : Institut de recherche pour le développement

**JICA** : Agence de coopération internationale du Japon

**KfW** : *Kreditanstalt für Wiederaufbau* (Établissement de crédit pour la reconstruction)

**MEAE** : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

**MRC** : *Mekong River Commission*

**ODD** : Objectif de développement durable

**ONG** : Organisation non-gouvernementale

**OSC** : Organisation de la société civile

**PEEB** : Programme d'Efficacité Energétique dans les Bâtiments

**PMA** : Pays les moins avancés

**POS** : Plan d'orientation stratégique

**PTSMI** : *PT Sarana Multi Infrastruktur*

**Tep** : Tonne d'équivalent pétrole

**UE** : Union européenne

**WCS** : *Wildlife Conservation Society*

**WWF** : *World Wildlife Fund* (Fonds mondial pour la nature)



## Qu'est-ce que l'AFD ?

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

<http://www.afd.fr>

## AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Tél. : +33 1 53 44 31 31 – Fax. : +33 1 44 87 99 39  
5, rue Roland Barthes, 75 598 Paris Cedex 12 – France

[www.afd.fr](http://www.afd.fr)